Elon Musk vénéré et salariés fliqués : dans les coulisses «hardcore» de Grok

ENQUÊTE

Des témoignages d'employés et un document détaillant les règles internes, consulté par «Libération», éclairent le fonctionnement de xAI, maison-mère de l'IA du milliardaire. Une entreprise où être licencié pour un tweet ou travailler trente-six heures d'affilée n'a rien d'anormal.

Par
ÉLISE VINIACOURT
Dessin **ASEYN**

Sous le ciel bleu de la Californie, Jack (1) esquisse un sourire teinté de mélancolie. Cet Américain a quitté une grande entreprise de la Silicon Valley pour lancer sa start-up. Affranchi de tout patron, l'autoentrepreneur se dit heureux, même si une pointe de nostalgie le saisit parfois. *«Chez mon ancien employeur, tout était extrêmement bien organisé»*, raconte-t-il à *Libé* par visioconférence. Ses collègues formaient une *«communauté»* soudée. Le management était *«sensible»* et *«accommodant»*, décrit-il. Et de conclure : *«C'est la meilleure entreprise pour laquelle j'ai jamais travaillé.»* Le nom de ce jardin d'Eden ? La société d'intelligence artificielle xAI. Son créateur : Elon Musk, multimilliardaire d'extrême droite et ancien acolyte de Donald Trump.

Racisme, antisémitisme, sexisme… Lorsqu'il travaillait pour l'homme le plus riche de la Terre, Jack a pourtant vu la boîte bondir de bad buzz en polémiques. Au centre de ces foires d'empoigne : Grok, le chatbot *«antiwoke»* et débridé de la société. Cet été, l'IA a choqué en se surnommant «MechaHitler» – du nom d'un personnage du jeu vidéo *Wolfenstein 3D* incarnant une version cyborg d'Adolf Hitler –, inondant de propos néonazis le réseau social X auquel elle est intégrée. Complotiste, elle a scandalisé en affirmant qu'une fraude électorale avait empêché Donald Trump d'accéder une nouvelle fois à la présidence en 2020. Enième esclandre début janvier : à la demande d'internautes, Grok a dévêtu des milliers de femmes. La goutte de trop pour les autorités françaises qui ont perquisitionné les locaux parisiens de X et convoqué Elon Musk pour une audition prévue le 20 avril.

Le parquet de Paris a de nouveau frappé samedi en annonçant avoir signalé aux autorités américaines une possible *«valorisation artificielle»* des sociétés X et xIA. D'après le ministère public, le déluge de *deepfakes* porno ayant sévi en début d'année pourrait être une stratégie élaborée à l'approche de la fusion entre xAI et SpaceX, autre société d'Elon Musk. L'objectif : booster les futurs cours de la nouvelle entité dont l'introduction en Bourse est prévue en juin. *«Ce sont des attardés mentaux»*, a posté sur X le multimilliardaire à l'adresse des magistrats français.

Les controverses autour de Grok éclatent au grand jour mais ses coulisses restent encore largement opaques. xAI, avec ses bureaux à San Francisco, Londres ou Memphis, est comme une boîte noire où les destins d'un millier d'employés se font et se défont dans le silence. Un coffre-fort valorisé à 200 milliards de dollars (173 milliards d'euros) où les plus bavards sont muselés par des accords de confidentialité béton. Des turbulences internes, on ne perçoit que des échos : les départs de six des onze cofondateurs en deux ans, le licenciement abrupt de 500 «annotateurs de données» en septembre. Flicage interne, fouilles surprises, dévotion pour le «big boss»… A partir de témoignages d'employés et de la consultation d'un document interne, *Libération* a pu reconstituer une partie de l'infernale machinerie à l'œuvre derrière ces portes closes.

MARATHONS DE TRAVAIL

Ainsi, un *«manuel»* de 70 pages détaillant les règles de la société dévoile une paranoïa ambiante. *«Sans préavis»*, xAI peut mener des *«inspections»* de ses biens. Casiers, téléphones, ordis et véhicules inclus. Il révèle aussi qu'il serait *«inévitable»* d'exposer une partie des effectifs à des *«contenus très difficiles ou perturbants»*. Un avertissement destiné aux recrues chargées du tri des données, dont la tâche consiste à passer en revue des images et textes pouvant être violents ou pornographiques. Les conditions d'emploi, enfin, sont soumises à une flexibilité extrême. Fonctions, horaires ou salaires peuvent être modifiés *«à tout moment»* et un *«refus de faire des heures supplémentaires»* peut valoir un licenciement.

«Ces règles vous choquent parce que vous êtes française, plaisante Jeffrey Hirsch, professeur de droit à l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill. *Aux Etats-Unis, la règle de base dans la très grande majorité des Etats est que l'on peut licencier quelqu'un pour n'importe quelle raison. Votre patron n'aime pas votre coupe de cheveux ? Vous pouvez être viré.»* Seules exceptions à ce régime d'emploi dit *«at-will»* («à volonté») : les motifs de licenciement discriminatoires. A la demande de *Libé*, Jeffrey Hirsch a passé en revue certains extraits du *«manuel»* de xAI. Ses conclusions ? *«Rien ne semble illégal.»*

Rien, pas même ces marathons de travail de plus de vingt-quatre heures. Parsa Tajik, membre de l'équipe technique de xAI, racontait en novembre sur X avoir *«travaillé pendant environ trente-six heures sans dormir»*. Révoltant ? Pas pour le salarié, qui fanfaronnait sous les hourras de ses collègues. *«Je n'ai rien contre l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. En fait, je le recommande à tous nos concurrents»*, ironisait l'un d'entre eux. Travail intensif, dépassement de soi, sacrifices… Chez xAI, la *«hustle culture»* (l'idée que c'est en étant hyperproductif qu'on arrive à quelque chose) compte bien des fidèles.

Il faut dire que cette idéologie a propulsé en un temps record l'entreprise parmi les géants de l'IA… malgré son retard. En 2023, lorsque Elon Musk lance xAI, l'homme d'affaires est à la traîne. Depuis un an, le chatbot à succès ChatGPT bouscule les économies mondiales. Une humiliation pour le PDG, qui a cofondé la société à l'origine du programme, OpenAI, avant d'en claquer la porte cinq ans plus tôt. Pour rattraper son rival, l'entrepreneur déploie alors une stratégie imparable : fixer aux équipes de xAI, composées d'anciens de Google ou de Meta, des deadlines impossibles. Et s'assurer qu'elles les respectent.

Colossus, le supercalculateur de sept hectares permettant à Grok de fonctionner, est bâti en cent vingt jours. Igor Babuschkin, cofondateur de xAI, se rappelle sur X la nuit blanche passée à Memphis pour régler des problèmes de dernière minute. *«Nous sommes allés nous coucher avec le sentiment de vivre le moment le plus exaltant de notre vie»*, écrit-il. Grok, en revanche, a été achevé en un jour et demi : *«Elon a envoyé un message en disant qu'il allait falloir qu'on bosse de façon "extrêmement hardcore" pendant les trente-six prochaines heures»*, décrit sur X Toby Pohlen, autre cofondateur de xAI. L'objectif fixé est atteint, *«sans drogues, ni même de caféine»*, mais grâce à *«de l'adrénaline pure»*.

Dans la Silicon Valley, tous les geeks bossent-ils de façon aussi intense ? *«Absolument pas»*, affirme une employée d'un géant américain de la tech. Dans sa boîte, l'environnement est *«beaucoup plus chill»*. *«On ne travaille pas trente-six heures d'affilée»*, assure-t-elle. D'ailleurs, dans son entourage, *«personne n'a envie d'aller chez xAI»*. Un boycott qui s'explique aussi bien par les conditions de travail imposées par Elon Musk que par les produits développés par ses équipes : *«xAI est perçue comme une entreprise qui n'a pas de valeurs morales et qui cherche avant tout à se faire de l'argent.»* Ses collègues auraient en particulier été choqués par une fonctionnalité développée par leur concurrent : les chatbots sexuels. En juillet, Elon Musk lançait Ani, un avatar de jeune fille inspiré des mangas pouvant tenir une conversation coquine et même se déshabiller. *«Certes, les ingénieurs de Grok, du fait de l'intensité de leur travail, sont capables de développer hyper rapidement des projets… Mais dans quel but ?»* interroge-t-elle.

«PAS DE SENS MORAL»

Réelle dévotion ou syndrome de Stockholm ? Le culte de l'hyperproductivité au sein de xAI va de pair avec celui de la personnalité d'Elon Musk. Le mégalomaniaque est décrit avec admiration. On loue son *«sens de l'urgence obsessionnel»*, son *«esprit critique»* voire son *«humilité»*. *«Il est allé acheter du papier toilette pour ses employés pendant la pandémie, car rien n'est indigne de lui»*, s'ébahit une ancienne salariée, Katia Karpenko. Ses ratés, abus et contradictions sont pardonnés. Sa période ultrapartisane de Trump et son travail de sape avec l'ex-Doge, le Département de l'efficacité gouvernementale, entité créée pour sabrer les dépenses fédérales des Etats-Unis ? *«Ce n'est pas un soutien de Trump*, estime Jack. *Il a juste saisi l'opportunité d'optimiser le gouvernement.»* Les mineures dénudées par Grok ? *«Ce n'est pas ce qu'il voulait*, argumente son ancien salarié. *Elon Musk n'a pas de sens moral au sens où on l'entend. Il n'envisage pas les risques. Il se dit simplement : "Oh super, je peux mettre au point cette technologie et ça va améliorer le monde."»*

Là serait d'ailleurs, selon lui, tout l'objectif de Grok, qui prétend vouloir *«comprendre la vraie nature de l'univers»*. *«On combine les connaissances du monde pour permettre aux humains d'accéder à la vérité absolue»*, jure Jack. L'IA est régulièrement accusée de se faire l'écho des positions d'Elon Musk, mais l'ex-employé nie en bloc. Elon Musk lui-même présente Grok comme une IA objective et non censurée, à la différence de ChatGPT qu'il trouve trop politiquement correcte. Ironiquement, les documents internes de xAI consultés par *Libération* démontrent que le PDG ne donne pas à ses employés la même liberté de ton qu'à son chatbot. Faits et gestes sont contrôlés, dans les bureaux et en dehors.

Selon les règles dictées par le patron, autoproclamé *«absolutiste de la liberté d'expression»*, un salarié doit *«partir du principe»* que ce qu'il fait sur les réseaux sociaux *«rejaillit sur l'entreprise»*. Un élément de xAI

doit bien prendre garde à ne faire aucune *«déclaration malveillante»* et ne proférer *«aucune menace»* en ligne. Tout l'inverse d'Elon Musk, qui tweete nombre de saillies plus que provocatrices. Et que faire si un journaliste vous contacte ? Dans ce cas, xAI, qui n'a pas répondu aux sollicitations de *Libé*, dicte la réponse : *«No comment.»*

xAI ne plaisante pas avec ces obligations. Après un tweet dans lequel il jugeait Grok moins performant que ChatGPT, Benjamin De Kraker s'est vu poser un ultimatum : supprimer son message ou quitter la boîte. Ecœuré, le développeur a choisi la seconde option. La mésaventure de Sulaiman Ghori est encore plus tragique. Le jeune homme s'est extasié sur son travail pendant près d'une heure dans une interview postée sur YouTube. Il déroulait les anecdotes, racontant cette fois où Elon Musk avait parié un véhicule de sa marque Tesla à un employé s'il parvenait à accomplir une tâche difficile en vingt-quatre heures. Pari gagné : *«Je vois sa voiture depuis la fenêtre de notre cantine»*, s'amusait le technicien. Quatre jours plus tard, sans explication, Sulaiman Ghori annonce sur X : *«J'ai quitté xAI»*.

La surveillance de l'entreprise ne s'arrête pas aux publications en ligne. Son «manuel» précise à ses salariés de n'*«avoir aucune attente en matière de confidentialité»* dans leurs échanges en interne, qu'il s'agisse de leurs mails, réseaux sociaux ou même leurs conversations. *«La société se réserve le droit de surveiller, d'intercepter et/ou d'examiner toutes les données transmises via les ressources informatiques et les systèmes de communication de la société»*, peut-on lire. Traduction : *Big Brother is watching you*. Si un ingénieur utilise son ordinateur perso, xAI se donne le droit de *«l'inspecter»* pour *«protéger les données de l'entreprise»*. Pire : avant de partir en vacances, les salariés doivent *«informer leur responsable de la destination de leur voyage»*, là encore pour des raisons de *«sécurité»*.

SECRETS DE CUISINE

Flicage démesuré ? *«La société cherche à protéger sa propriété intellectuelle»*, analyse Pascale Longuet, avocate aux barreaux de Paris et de New York. L'objectif serait *«d'éviter au maximum les fuites potentielles de données, y compris celles qui pourraient se trouver sur des téléphones ou ordinateurs privés des employés»*. Une vigilance de mise en pleine guerre des cerveaux. Pour débaucher les meilleurs talents de leurs concurrentes, les grandes entreprises d'IA déboursent des fortunes. De quoi faire circuler les savoir-faire, mais aussi les secrets de cuisine. En septembre, xAI avait ainsi déposé plainte contre OpenAI et plusieurs anciens salariés, soupçonnés d'avoir partagé des morceaux de son code à la concurrence. Une plainte rejetée fin février, la justice estimant que les preuves avancées n'étaient pas suffisantes. Aux yeux de Pascale Longuet, les règles de xAI sont donc *«légales»* et *«normales»*.

Tout le monde ne partage pas cet avis, comme Andrew Elmore, professeur de droit à l'université de Boston : *«Je n'ai jamais vu de manuel d'entreprise qui accorde à l'employeur une autorisation aussi vaste de consulter les mails privés et les réseaux sociaux.»* D'après lui, les conditions de xAI entreraient en contradiction *«avec la loi fédérale sur les communications stockées qui conditionne l'accès de l'employeur aux échanges privés de son employé au consentement de ce dernier»*. Problème : xAi semble rendre ce consentement obligatoire pour pouvoir être embauché. *«Cela pourrait être contestable devant un tribunal»*, estime Andrew Elmore.

A l'inverse des autres sociétés d'Elon Musk, les paroles d'employés en souffrance restent rares chez xAI. A plusieurs reprises, Tesla a été épinglé par ses salariés. En 2023, six anciens ingénieurs de X attaquaient Musk en justice pour avoir voulu les faire dormir dans leurs bureaux. Du côté de xAI, seul un cofondateur lie publiquement ses problèmes de santé à son travail.

Souffrant de la maladie de Lyme, Greg Yang a pris un congé pour se soigner. Sur X, il suppose avoir contracté la maladie – qui se transmet par morsure de tique – il y a longtemps mais n'avoir eu de symptômes qu'après *«s'être donné à fond pour construire xAI et avoir affaibli son système immunitaire»*. Ses proches regrettent qu'il se soit autant surmené. Lui n'a qu'une obsession : *«régler ce problème»* pour pouvoir *«se donner encore plus à fond»*.

(1) Le prénom a été modifié.